



La Commune



Appel de la Coordination Anti-démolition Violente et Non Concertée des Quartiers Populaires d'IDF

Appel de la Coordination Anti-démolition Violente et Non Concertée des Quartiers Populaires d'IDF | Le 23 février 2005, à l'occasion des Journées de La Rénovation Urbaine de l'ANRU

à Monsieur le Ministre de la Cohésion sociale, de l'Emploi et de la Solidarité

Monsieur le Ministre,

Que se passe-t-il ? Pourquoi veut-on détruire les quartiers populaires de France? Alors même qu'il y a une pénurie de logements sociaux: 3 millions de mal-logés selon la fondation Abbé Pierre.

Pourquoi veut-on nous faire quitter nos quartiers? A l'origine, une loi ambitieuse dont vous avez été l'auteur, la loi de Rénovation Urbaine du 1er août 2003, dite " Loi Borloo".

A l'arrivée, des dossiers qui s'entassent à l'ANRU pour obtenir les financements et le feu vert de l'Etat pour démolir... l'occasion rêvée pour de nombreux maires de redonner une nouvelle image à leur ville, de se débarrasser des ces quartiers HLM de banlieues qui font " taches ". Mais à quel prix? Surtout, aux dépens de qui?

La réponse nous sommes venus vous la porter tous: c'est au dépens des habitants actuels de ces quartiers, **ces habitants auxquels on demande de partir, sans rien en retour...**

Certes, on leur propose des relogements, mais pas dans les nouveaux quartiers, dans d'autres quartiers HLM qui eux-mêmes seront concernés par des programmes de démolition dans un avenir proche. Ainsi, nous serons des exilés éternels...

De vagues promesses de priorité de relogement dans les quartiers nouveaux leur sont faites mais elles semblent non concrétisables compte tenu du niveau des futurs loyers... Les nouveaux quartiers deviendront plus chers et hors de portée des moyens financiers des habitants actuels, phénomène accentué par la conjoncture immobilière présente qui est à l'un de ses plus hauts niveaux.

Sous prétexte de mixité sociale, le parc immobilier social va être réduit et les prix du logement augmentés.

Aujourd'hui, nous sommes venus vous demander:

- Que les démolitions ne soient autorisées que si elles sont rendues nécessaires par l'état d'insalubrité des habitations et que l'offre de reconstruction soit au moins équivalente au nombre de logements détruits,
- Que les relogements soient proposés aux habitants actuels dans les nouveaux quartiers, et aux mêmes niveaux de loyers que ceux qu'ils paient actuellement.. A cet effet, les études doivent être plus poussées pour favoriser les opérations " tiroirs ",
- l'arrêt des expulsions des familles menacées,
- La régularisation ou le relogement des familles en situation de " squatt " qui vivent dans ces quartiers (et qui paient des indemnités d'occupation !).

Faute de quoi, il y aura accentuation de la pénurie de logements sociaux en France et aggravation de l'écart entre la " France d'en bas et la France d'en haut ". Nous espérons qu'en tant que ministre de la cohésion sociale, vous ne cautionnez pas une telle évolution.

Coordination Anti-Démolition Violente et Non Concertée des Quartiers Populaires d'IDF

Premiers signataires:

Collectif des Habitants de La Coudraie (78 - Poissy), Amicale 3F Gennevilliers (92), Amicale des Aviateurs CNL (94- Orly)', Un Toit Pour Tous Sartrouville (78), Quartier du Noyer Doré (92- Antony), DAL de Clichy sous Bois (93), DAL Les Mureaux (78), Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville (94 ; conseiller municipal d'Alfortville : Daniel Petri)
Contact : 06 1545 23 36, gullik@caramail.com

Voir aussi dans la catégorie Tracts nationaux



Journée internationale contre toutes les violences faites aux femmes

La Commune - pour un parti des travailleurs, section française de la Ligue Socialiste Internationale, se joint comme chaque année à la journée mondiale de mobilisation du 25 novembre pour... >>



La lutte des classes, plus que jamais !

Après les cocoricos - « Vive reprise de l'économie française » titrait Le Point le 1er juillet -, les prévisions de l'INSEE et du gouvernement d'une croissance à 6,25 % en 2021 et les... >>

La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... >>



Retraites : ni loi ni réforme ! Dirigeants syndicaux, arrêtez de discuter !



Ce gouvernement veut liquider la « protection sociale à la française » et son système dit de retraite par répartition : son but est de faire main basse sur l'énorme budget de la Sécurité... »

La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

SAUVONS LES HOPITAUX ! Pour un appel uni à la population

Depuis deux ans, les personnels hospitaliers et leurs syndicats CGT FO SUD combattent pied à pied les « réformes », « plans » et leurs conséquences terribles pour l'ensemble des personnels... »

La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

Pour Théo. Unité ! Justice - Vérité !

Nous le savons tous, un jeune homme de 22 ans a été victime d'actes de barbarie et de torture par des policiers d'Aulnay-Sous-Bois, le 2 février dernier. Nous le savons tous, le procureur de... »
